

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 13 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCAL**

Route de la Bécanne  
BP 03  
35720 Mesnil-Roc'h / Lanhélin

Références : UD35 / 2025-205  
Code AIOT : 0005502802

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement SOCAL (Carrière) implanté route de la Bécanne à Mesnil-Roc'h (35720).

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrière SOCAL
- Route de la Bécanne à Mesnil-Roc'h (35720)
- Code AIOT : 0005502802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOCAL bénéficie d'un arrêté d'autorisation daté du 1er juin 1999 et complété le 7 août 2012 pour l'exploitation d'une carrière de granit au lieu-dit "La bécane" sur la commune de Ménil Roc'h / Lanhélin, pour une durée de 30 ans, à hauteur de 150 000 t autorisées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 07/08/2012, article 6 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plans	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	01/08/25
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesures générales de prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
6	Bruits	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 11 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions correctives mises en œuvre depuis la précédente visite d'inspection réalisée en 2024 répondent globalement aux demandes de l'inspection.

Des précisions et compléments de réponses doivent cependant être apportés par la société SOCAL sur le respect du plan de phasage et son adéquation avec le montant des garanties financières aujourd'hui calculé, ainsi que sur les suivis "eau" et "bruit" effectués.

Un point de situation devra également être réalisé dans 6 mois concernant les travaux envisagés pour l'installation d'un rotolue destiné à améliorer l'état de la chaussée (présence de boue) sur les routes adjacentes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2012, article 6 (extrait)	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Montant des garanties financières	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
<p>La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.</p> <p>Les montants de cette garantie financière, établis sur la base du dossier remis par l'exploitant, sont les suivants :</p>	
<b>Phases d'exploitation</b>	<b>Montant de référence (TTC) en euros</b>
[...] d+10 ans à d + 15 ans	314 720
<p>L'exploitant adresse au préfet l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 1er février 1996. Une copie de ce document sera adressée simultanément à la DREAL.</p>	
<b>Constats :</b>	
<p>L'exploitation est rentrée dans sa 3<sup>ème</sup> phase quinquennale : le montant attendu est donc de 314 720 € (sous réserve d'une potentielle actualisation). L'acte de cautionnement fourni date du 16/08/2022 et expire le 30/06/2027 (toujours en cours de validité). Le montant couvert est supérieur à celui attendu, soit 417 445 €.</p> <p>L'inspection demandait suite à l'inspection réalisée en 2024 à ce que les calculs réalisés afin d'évaluer le montant des garanties financières lui soient fournis et explicités, ce qui a été réalisé.</p> <p>Le montant des garanties financières a ainsi été ré-évalué en tenant compte de l'indice TP 01 daté de mars 2022 soit un indice TP01 = 815 avec un indice de base de 616,5 (arrêté préfectoral).</p> <p>L'inspection note cependant qu'entre le phasage prévu et celui aujourd'hui réalisé, des différences sont apparues : en témoigne la zone nord - ouest déjà exploitée où sont présents des stocks : les parcelles 760, 601, 811, 139, 603 sont aujourd'hui majoritairement intégrées dans les surfaces S2 (zones découvertes, zones en cours d'exploitation, zones de remblais) dans le plan topographique daté de juillet 2024 alors qu'elles devraient être répertoriées en S1 (merlons , pistes, stockages installations de traitement) selon le phasage prévu par l'arrêté préfectoral du site.</p>	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>	
<p>&gt; Le phasage réalisé diffère de celui attendu, il doit donc être ré-évalué et transmis à l'inspection sous la forme d'un porter à connaissance adressé en préfecture. Le montant des garanties financières devra alors lui aussi être revu en conséquence.</p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois	

## N° 2 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Y sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 200 m,</li><li>- la position des différentes bornes matérialisant le périmètre autorisé,</li><li>- les bords de la fouille et la position des différents fronts,</li></ul> les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état, <ul style="list-style-type: none"><li>- la position des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique (routes publiques, chemins, ouvrages publics etc.)</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le dernier relevé topographique a été réalisé (par drone) en juillet 2024 : il a été partiellement complété pour répondre aux présentes préconisations, mais il y manque toujours les abords du site dans un rayon de 200 m ou la position des bornes matérialisant le périmètre autorisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > Comme requis par la réglementation, le plan des installations sera actualisé avant août 2025 et devra intégrer les éléments manquants indiqués ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> août 2025

### N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu sera réalisé dans les conditions suivantes : pH quotidien, volume en continu, DCO annuelle, MES et métaux une fois par mois. Transmission aux installations classées tous les trimestres.
<b>Constats :</b>  L'inspection avait identifié en 2024 des lacunes dans le remplissage de l'application GIDAF (Hydrocarbures, DCO en particulier) : les analyses ont cependant bien été réalisées mais l'application n'avait pas été complétée en conséquence.  Le cadre de surveillance GIDAF a été modifié en début d'année 2025 pour intégrer le suivi de la température et des hydrocarbures (une fois par an pour ce dernier).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > Une vigilance particulière est attendue concernant le remplissage de l'application GIDAF en 2025 pour que l'ensemble des analyses réalisées y soient consignées selon la périodicité attendue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Normes de rejet des eaux de ruissellement et d'exhaure
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux canalisées seront rejetées dans le milieu au nord de la parcelle 603 et au sud-est de la parcelle 587. Elles devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée : 5,5 < pH < 8,5    Température < 30°C    MEst < 35 mg/L    DCO < 125 mg/L    Hc total < 10 mg/L Fe + Al < 5 mg/L    Mn < 1 mg/L
<b>Constats :</b>  Le second point référencé (au sud-est de la parcelle 587) ne constitue plus un rejet depuis que les bassins de décantation à cet endroit ont été condamnés. Un autre point constituant un rejet au milieu avait cependant été identifié au cours de la visite effectuée en 2024 : il ne faisait alors l'objet d'aucun suivi particulier. Le schéma de gestion des eaux au sein de l'établissement a donc été revu depuis pour répondre aux interrogations de l'inspection.  Les deux points de rejet existants font aujourd'hui l'objet d'analyses : le cadre GIDAF du site a également été modifié dans ce sens.  L'inspection note cependant que l'exploitant envisage de revoir la circulation des eaux de manière plus globale pour qu'un seul point de rejet soit maintenu et suivi à l'avenir (celui situé au nord après décantation en bassin).  En 2023, le pH au point de rejet mettait en évidence des valeurs proches de la limite supérieure admise, à savoir 8,5 (de février à mai en particulier).  Pour éviter un pH trop basique, l'exploitant a proscriit l'utilisation du béton dans les remblais réalisés : les valeurs de pH restent élevées (8,5) en août et septembre 2024, sans dépassement identifié cependant.  Les analyses effectuées sur les autres paramètres mesurés sont globalement conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du site : l'inspection note cependant ponctuellement une valeur dépassée pour les paramètres MES et Mn en juin 2024, sans que la cause de cet évènement n'ait été identifiée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'inspection demande à être informée de la réalisation des travaux envisagés pour qu'un seul point de rejet, permettant une décantation préalable des eaux soit pérennisé.  Une vigilance accrue concernant les paramètres pH, MES et Mn doit être exercée : les dépassements constatés doivent être commentés et explicités sous GIDAF le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Mesures générales de prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voie publique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente visite en 2024, l'inspection avait noté que par temps de pluie, la boue pouvait rapidement recouvrir la sortie de carrière. La société SOCAL avait alors indiqué qu'elle réfléchissait à l'installation d'un système de lavage de roues des camions (rotoluve) avant leur sortie, sans préciser de délai de mise en œuvre.  L'inspection demandait à être informée de la solution retenue pour améliorer la propreté des voiries extérieures.  L'installation d'un rotoluve a finalement été actée en 2024 par le groupe MARC mais sa livraison n'est prévue qu'en 2026 car son implantation va de pair avec une revue des conditions d'accès au site des poids lourds.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le phasage des travaux n'est aujourd'hui pas connu de l'exploitant.  > <b>L'inspection demande à ce qu'un point de situation sur les travaux envisagés (conditions d'accès et installation d'un rotoluve) soit réalisé dans 6 mois : un planning des travaux précis sera alors proposé à l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



## N° 6 : Bruits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 11 (extrait)										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit										
<b>Prescription contrôlée :</b> En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour- jardin- terrasse etc.) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à : - 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanche et jours fériés, - 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés. [...] En limite de l'autorisation, le niveau de bruit ne doit pas dépasser 70 dB. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau et au plan ci-joint. Ce tableau fixe les points de contrôle caractéristiques et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles :										
<table border="1"><thead><tr><th></th><th>Jour (6h30 - 21h30) sauf dimanche et jours fériés</th></tr><tr><th>Points de contrôle</th><th>Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)</th></tr></thead><tbody><tr><td>A</td><td>49</td></tr><tr><td>B</td><td>46</td></tr><tr><td>C</td><td>50</td></tr></tbody></table>		Jour (6h30 - 21h30) sauf dimanche et jours fériés	Points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	A	49	B	46	C	50
	Jour (6h30 - 21h30) sauf dimanche et jours fériés									
Points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)									
A	49									
B	46									
C	50									
Il est procédé dès l'ouverture de la carrière à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus. Ce contrôle est renouvelé au moins tous les 3 ans. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]										
<b>Constats :</b>  Suite au constat réalisé en 2021 d'un dépassement de l'émergence en ZER n° 4, un nouveau contrôle a été réalisé en décembre 2024 qui met en évidence que l'émergence y est désormais respectée.  Le rapport établi conclut à l'absence de dépassement sur l'ensemble des mesures réalisées : l'inspection note cependant qu'une erreur de calcul semble s'être glissée dans le rapport (page 8) en ZER N° 3 (lieu-dit le bois Guyomac au nord-ouest) : l'émergence mesurée serait de 5,5 et non de 5 (qui est la limite autorisée).  L'inspection note qu'aucune plainte n'a été enregistrée malgré ce dépassement de l'émergence autorisée.										
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'inspection demande à ce que l'exploitant se rapproche de son prestataire pour identifier la cause de cette erreur (si elle est confirmée) : le rapport devra être modifié en conséquence le cas échéant.  Les causes de ce dépassement devront être analysées et les mesures prises pour y remédier décrites et mises en œuvre.										
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites										
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective										
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois										